

Un patrimoine inestimable, le Laboratoire Souterrain à Bas Bruit de Rustrel.

Le pays d'Apt possède, entre autres joyaux paysagers, architecturaux, artistiques, industriels, artisanaux, scientifiques... un site unique au monde dédié à la recherche fondamentale dans le domaine des sciences physiques. La montagne de Rustrel abrite, en effet, un Laboratoire Souterrain à Bas Bruit (LSBB) dont les caractéristiques intrinsèques le classent parmi les meilleurs sites au monde, et le meilleur dans de nombreux domaines de recherche.

Il s'agit en fait de l'héritage d'un passé relativement proche dont beaucoup d'acteurs sont encore présents pour pouvoir témoigner. Cette partie fait le rappel historique de la force de frappe nucléaire française. Lors d'un prochain LTH une seconde partie sera consacrée au LSBB de Rustrel.

Histoire de la composante Sol-Sol Balistique Stratégique du Plateau d'Albion.

Dans sa préface de l'excellent ouvrage « Les sentinelles de la paix » (éditions Zéphyr) qui retrace l'histoire de ce qui fut la composante sol-sol de notre dissuasion nucléaire, monsieur Pierre Messmer, ancien premier ministre, écrivait :

« La dissuasion est généralement définie comme une action menée par un Etat en vue de décourager un éventuel adversaire d'entreprendre contre lui un acte d'agression, en lui prouvant que la valeur de l'enjeu qu'il convoite est inférieur à celle des dommages que l'Etat menacé est déterminé à lui infliger...C'est une donnée permanente, depuis toujours, de l'art de la guerre. Cette donnée est loin d'être figée, elle est essentiellement évolutive, mais elle suppose la possession de forces, actuellement essentiellement nucléaires, et maintenues en état d'exercer les actions nécessaires de représailles. Telle fut bien la mission impartie à l'une des composantes majeures de la force de dissuasion française, composante « sol-sol-balistique stratégique » implantée sur le plateau d'Albion.»

Pour mémoire, le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) est créé en 1945 au sortir de la guerre. En juin 1956 une division militaire voit le jour au CEA et en novembre 1956 la France s'engage dans la construction de prototypes de bombes et la réalisation d'explosions expérimentales. A l'époque le ministre de la défense déclarait : «Un système de défense fondé sur les moyens traditionnels paraît aujourd'hui dérisoire ».

En 1958 le Général de Gaulle rend officiel le programme d'acquisition de l'arme atomique et décide en 1959 que **la défense et l'indépendance de la France ne doivent être assurées que par elle-même**, avec les moyens dont elle se doterait, et à la base de cette force, l'arme atomique.

La première bombe française explose dans le désert algérien à Reggane le 13 février 1960. C'est une bombe à fission dite A de 65 Kilotonnes (65 mille tonnes de TNT), en comparaison la bombe « Little Boy » qui détruisit Hiroshima le 6 août 1945 était de 13 Kilotonnes.

La première composante nucléaire voit le jour le 1^{er} octobre 1964, avec les bombardiers Mirage IV A porteurs de la bombe A.



La bombe « Little Boy » qui détruisit Hiroshima.

L'arme nucléaire française continue à être améliorée pour aboutir à la bombe H thermonucléaire qui explose avec succès dans le pacifique le 24 août 1968 avec une puissance de 2 400 kilotonnes.

L'inconvénient de la composante aéroportée réside dans sa vulnérabilité et les délais de mise en œuvre. Il fallait donc progresser dans le domaine des fusées et des missiles balistiques capables d'emmener une charge thermonucléaire.

En 1963, le général de Gaulle fixe ce que devaient être les composantes de la Force Nucléaire Stratégique, une première génération de cinquante Mirage IV équipés de bombes au plutonium, une deuxième génération à base de sous-marins à propulsion nucléaire lanceurs d'engins (SNLE) avec des charges uranium-tritium.

Entre ces deux générations (1968-1972) viendront s'intercaler vingt à trente missiles sol-sol balistiques stratégiques avec tête au plutonium.

Les composantes aériennes et balistiques seront confiées à l'Armée de l'Air.

Mirage IV



La recherche progresse, les essais de missiles et de charges se suivent pour aboutir à la mise en service du missile SSBS de première génération S2 le 2 août 1971, suivi du S3 plus performant puis du S3 D plus résistants au phénomène d'impulsion électromagnétique.



Missiles S2 et S3



Missile S3 dans son silo

Pour abriter cette force de frappe il fallait un site répondant à deux impératifs : zone à faible densité de population et un sol permettant un bon ancrage des silos renfermant les missiles et capable d'amortir l'onde de choc provoquée par une frappe nucléaire adverse. Après de nombreuses prospections en Corse, dans les Vosges et le massif central, deux lieux sont retenus, le plateau de Valensol (Préalpes de Provence) et le plateau d'Albion.

Le réseau hydrographique de Valensol étant incompatible avec des silos profonds c'est le Plateau d'Albion qui est retenu en avril 1965.

L'« Epopée » de la construction du Plateau d'Albion peut commencer. Les difficultés sont innombrables, tout est à faire, en particulier une dérivation de l'eau de la Durance pour alimenter une base support (Base aérienne 200) de 2 500 militaires et civils, et dont profiteront 18 communes et en particulier les agriculteurs qui non sans humour disaient boire l'eau des fusées.

Tout le réseau routier (150 km) est transformé voire créé pour l'adapter au transport des missiles vers les silos, de véritables petites autoroutes.

Une infrastructure nouvelle voit le jour dans les villes et les villages aux alentours pour accueillir les personnels et leurs familles, logements, écoles, cercle hôtel restaurant mixte, centre d'accueil. La ville d'Apt voit sa population quasiment doubler et les villages bénéficier de l'arrivée d'une population jeune et dynamique, en témoignent les nombreux clubs et associations qui subsistent de nos jours.

Les lignes électriques déployées par EDF représentent 120 km de câbles, pour alimenter les sites mais aussi renforcer le réseau existant très vétuste.

La Base Aérienne 200 support du 1er GMS



Une certaine opposition à l'implantation du site avait vu le jour dès l'annonce des décisions officielles, ce sont souvent les mêmes qui trente ans plus tard manifesteront contre la fermeture du Plateau et le départ des militaires...

Il aura fallu 4 décrets d'utilité publique, 17 arrêtés préfectoraux d'autorisation de pénétrer, 14 arrêtés préfectoraux d'occupation temporaire, 13 arrêtés préfectoraux d'ouverture d'enquête parcellaire, 52 arrêtés préfectoraux d'établissement de servitude de droit public, dix ordonnances d'expropriation, deux cents conventions des servitudes de passage de câbles de télécommunication, pour que les travaux puissent débuter.

La construction de la base aérienne des sites et des logements militaires commence en 1966 et s'effectue relativement rapidement compte tenu de l'ampleur et de la complexité des ouvrages. En 1968 la première tranche de logements est livrée cité saint Michel à Apt et la première cérémonie des couleurs a lieu sur la base aérienne 200 le 5 juillet 1968.

Le système prévoyait à l'origine 27 silos équipés de missiles, placés sous le contrôle de trois PCT, Postes de Conduite de Tir, chacun armé par deux officiers de tir dont l'action synchronisée devait déclencher le départ des missiles après réception de l'ordre de tir du Président de la République. Pour des raisons budgétaires, ce sont en fait 18 silos et deux PCT à Rustrel et Reilhanette qui seront livrés et opérationnels, respectivement les 2 août 1971 et 23 avril 1972.



Officiers de tir à leur poste

Tir de missile S3
au centre d'essais des Landes



Sous l'appellation 1^{er} Groupement de Missiles Stratégiques, le système d'armes SSBS a, durant 25 ans, parfaitement rempli sa mission. Ses avantages étaient la permanence 24h sur 24, 365 jours par an, le durcissement contre une attaque nucléaire ou conventionnelle, la disponibilité proche de 100 pour cent, la sanctuarisation du territoire

national, la puissance avec 18 charges mégatonniques et le caractère instantané avec un délai de réaction extrêmement réduit.

Le 22 février 1996 le Président de la République, Monsieur Jacques Chirac, annonce l'arrêt des essais nucléaires dans le pacifique et l'abandon de la composante Sol Sol Balistique Stratégique. La dissuasion reposera sur les composantes aéroportées et sous-marines.

Le 16 septembre 1996 le plateau d'Albion cesse d'être opérationnel. Commence alors une longue phase de démantèlement, en toute sécurité, des installations, et de mutation des personnels qui durera trois ans. Se pose alors le problème de la reconversion des différents sites et installations....

Colonel (H) Alain Quesada